Règlement du Conseil communal

*Modifications supplémentaires
proposées par la commission du Conseil communal nommée pour examiner
le rapport-préavis 2007/04, du 1^{er} février 2007*

*Avis préalable de la Municipalité sur le projet de règlement
de Mme Françoise Longchamp et consorts
concernant les interpellations urgentes*

Rapport-préavis N° 2007/04 bis

Lausanne, le 13 septembre 2007

Madame la présidente, Mesdames et Messieurs,

1. Objet du préavis

Le présent rapport-préavis rassemble les modifications supplémentaires que la commission chargée d'examiner le rapport-préavis 2007/04 du 1^{er} février 2007¹ propose d'apporter au Règlement du Conseil communal (RCCL). Il présente les réactions de la Municipalité à quelques-unes des modifications proposées. Il expose en outre son avis préalable sur le projet de règlement de Mme Françoise Longchamp et consorts portant sur une modification des dispositions du RCCL concernant les interpellations urgentes.

2. Table des matières

1. Objet du préavis	1
2. Table des matières	1
3. Méthode de travail	2

¹ Bulletin du Conseil communal, à paraître

3.1	Choix des propositions de modification	2
3.2	Rédaction du rapport-préavis	2
3.3	Mise à jour de la numérotation	3
4.	Modifications du RCCL proposées par la commission	3
4.1	Articles 1 à 20	3
4.2	Articles 21 à 40	4
4.3	Articles 41 à 60	7
4.4	Articles 61 à 80	12
4.5	Articles 81 à 123	14
5.	Projet de règlement de Mme Françoise Longchamp et consorts (art. 60 RCCL)	14
5.1	Traitement	14
5.2	Exposé	14
5.3	Avis préalable de la Municipalité	15
6.	Conclusions	16

3. Méthode de travail

3.1 Choix des propositions de modification

Dès sa première séance, la commission du Conseil communal nommée pour examiner le rapport-préavis 2007/04 (la commission) a décidé d'élargir le champ de ses délibérations et de s'intéresser aux articles du RCCL pour lesquels aucune proposition de modification n'était formulée dans le document qui lui était soumis. Elle a arrêté la méthode de travail suivante :

- a) Les membres de la commission ont été chargés, d'entente avec leurs groupes politiques, d'établir la liste des articles sur lesquels ils estimaient nécessaire de se prononcer. Il a été convenu que les propositions en cours d'examen par le Conseil communal (mais pas encore renvoyées à la Municipalité) pouvaient être intégrées à ces listes.
- b) La commission a décidé de prendre en compte les projets de règlement déjà renvoyés à la Municipalité pour avis préalable.
- c) Les listes produites par les commissaires ont été fusionnées dans un document unique destiné à servir de support aux travaux de la commission.
- d) La commission a décidé que seules les propositions n'ayant pas suscité plus de deux oppositions seraient mentionnées dans le rapport-préavis 2007/04 bis rédigé au terme de ses travaux. Elle a précisé que les propositions écartées pourraient être présentées ultérieurement au Conseil communal en suivant la procédure ordinaire.
- e) Une fois adopté par la Municipalité, le rapport-préavis 2007/04 bis devait être examiné par la commission nommée pour étudier le rapport-préavis 2007/04.

3.2 Rédaction du rapport-préavis

Le présent rapport-préavis présente deux types de modifications du RCCL :

1. les modifications concernant des articles dont la Municipalité n'avait pas proposé la correction dans son rapport-préavis 2007/04 ;
2. quelques modifications secondaires d'articles dont la Municipalité avait proposé la correction dans son rapport-préavis 2007/04 ; toutefois, seules les propositions impliquant des changements

parfois importants de la pratique actuelle ont été reprises dans le présent rapport-préavis, les corrections purement « cosmétiques » étant mentionnées dans le rapport de la commission.

S'agissant des modifications appartenant au groupe 1, la Municipalité présente face à face la formulation actuelle du RCC et les propositions de la commission. En ce qui concerne le groupe 2, la Municipalité indique, dans la colonne de gauche, le texte proposé dans le rapport-préavis 2007/04 et, dans la colonne de droite, la proposition de la commission. Les modifications sont rédigées en caractères gras. En cas de suppression, c'est la totalité de l'alinéa qui est rédigée en gras

La Municipalité n'a formulé une appréciation que là où elle l'estimait nécessaire.

3.3 Mise à jour de la numérotation

Les modifications apportées au cours du temps au RCCL ont contribué à multiplier les articles « bis », « ter » voire « quater ». La commission a émis le vœu que la numérotation du RCCL soit simplifiée. La Municipalité effectuera ce travail une fois adoptées les conclusions des rapports-préavis 2007/04 et 2007/04 bis et à condition que le Conseil communal confirme le vœu de sa commission et adopte la conclusion no 9 du présent rapport-préavis.

4. Modifications du RCCL proposées par la commission

4.1 Articles 1 à 20

RCCL (modifié selon rapport-préavis 2007/04)	Rédaction proposée par la commission
<p>Art. 2 — Les membres du Conseil communal doivent être des électeurs au sens de l'article 5, al. 2 LEDP et être inscrits au rôle des électeurs de la commune. S'ils perdent la qualité de citoyens actifs dans la commune, ils sont réputés démissionnaires.</p>	<p>Art. 2 — Les membres du Conseil communal doivent être des électeurs au sens de l'article 5, al. 2 LEDP et être inscrits au rôle des électeurs de la commune. Ceux qui perdent la qualité d'électeurs dans la commune sont réputés démissionnaires.</p>
RCCL	Rédaction proposée par la commission
<p>Art. 9 — Les membres du Conseil communal et de la Municipalité absents le jour de l'installation sont assermentés devant le Conseil communal par son président, qui en informe le préfet. Il en est de même pour les membres du Conseil communal ou de la Municipalité qui sont élus après le renouvellement intégral.</p> <p>En cas d'urgence, ils peuvent prêter serment devant le Bureau.</p> <p>Le conseiller municipal ou le conseiller communal qui ne prête pas serment dans le délai imparti par le Conseil est réputé démissionnaire (art. 90 LC).</p>	<p>Art. 9 — Les membres du Conseil communal ou de la Municipalité absents le jour de l'installation sont assermentés devant le Conseil communal par son président, qui en informe le préfet. Il en est de même pour les membres du Conseil communal ou de la Municipalité qui sont élus après le renouvellement intégral.</p> <p>En cas d'urgence, ils peuvent prêter serment devant le Bureau.</p> <p>Le conseiller municipal ou le conseiller communal qui ne prête pas serment dans le délai imparti par le Conseil est réputé démissionnaire (art. 90 LC).</p>
	Rédaction proposée par la commission
	<p>Art. 10 bis (nouveau) — Les nouveaux membres du Conseil reçoivent toute la documentation en main du Conseil sur les objets en cours.</p>

La Municipalité part du principe que la remise de la documentation évoquée à l'art. 10 bis relève de la compétence du Bureau et du Secrétariat du Conseil communal et non de la Municipalité et de l'administration communale (cf. en outre commentaire à propos de l'art. 40 RCCL).

Rédaction proposée par la commission

Art. 10 ter (nouveau) — Les partis et mouvements représentés au Conseil peuvent constituer des groupes.

La Municipalité observe que la rédaction de cet article pourrait être à l'origine de problèmes. En effet, si le principe du quorum garantit que les groupes comprennent au minimum cinq personnes en début de législature, la division ultérieure de groupes existants pourrait déboucher sur la constitution d'unités de taille inférieure. La Municipalité estime qu'il serait judicieux de fixer l'effectif minimal des groupes dans le RCCL.

4.2 Articles 21 à 40

RCCL

Art. 26 — Indépendant de l'administration, le secrétariat est placé sous la direction générale du Bureau élargi et travaille selon les directives du président.
Le secrétaire dirige le secrétariat.
Le RPAC est applicable au secrétaire et à ses collaborateurs sous réserve des dispositions particulières du présent règlement.
Si le secrétaire, quoique proposé par le Bureau, n'est pas reconduit dans sa fonction, il reçoit son traitement durant encore six mois, toutes allocations comprises, sous déduction de la pension qui lui sera éventuellement servie, durant les six mois qui suivent la cessation des fonctions ou du gain réalisé dans une activité nouvelle.

Rédaction proposée par la commission

Art. 26 — Indépendant de l'administration, le secrétariat est placé sous la direction générale du Bureau élargi et travaille selon les directives du président.
Le secrétaire dirige le secrétariat.
Le RPAC est applicable au secrétaire et à ses collaborateurs sous réserve des dispositions particulières du présent règlement.
Si le secrétaire, quoique proposé par le Bureau, n'est pas reconduit dans sa fonction, il reçoit son traitement durant encore six mois, toutes allocations comprises, sous déduction de la pension qui lui sera éventuellement servie durant les six mois qui suivent la cessation **de la fonction** ou du gain réalisé dans une activité nouvelle.

RCCL

Art. 28 — Le secrétariat assume notamment les tâches suivantes :

- a) il prépare les séances du Conseil et celle des commissions dont il assume le secrétariat ;
- b) il tient le procès-verbal des décisions du Conseil (art. 49) et en établit les extraits destinés à la Municipalité (art. 108) ; il communique en outre à la Municipalité une copie des dépôts et développements des initiatives, interpellations et questions ;
- c) il rédige et diffuse le Bulletin du Conseil ;
- d) il organise le service des huissiers, d'entente avec le Greffe municipal ;
- e) il assure le secrétariat de la Commission permanente de gestion et de celle des pétitions. A la demande du Bureau, il peut assurer le secrétariat d'autres commissions. Dans cette fonction, il est à leur disposition pour tous travaux

Rédaction proposée par la commission

Art. 28 — Le secrétariat assume notamment les tâches suivantes :

- a) il prépare les séances du Conseil et **celles** des commissions dont il assume le secrétariat ;
- b) il tient le procès-verbal des décisions du Conseil (art. 49) et en établit les extraits destinés à la Municipalité (art. 108) ; il communique en outre à la Municipalité une copie des dépôts et développements des initiatives, interpellations, questions **et pétitions** ;
- c) il rédige et diffuse le Bulletin du Conseil ;
- d) il organise le service des huissiers, d'entente avec le **Secrétariat** municipal ;
- e) il assure le secrétariat de la Commission permanente de gestion et de celle des pétitions. A la demande du Bureau, il peut assurer le secrétariat d'autres commissions. Dans cette fonction, il est à leur disposition pour tous travaux

<p>d'organisation et de planification. Il assiste la Commission de gestion dans ses investigations et pour la rédaction de son rapport annuel ;</p> <p>f) à la demande, il assiste les membres du Conseil et les commissions dans leurs recherches et leur fournit toute documentation utile ; au besoin, il assure la dactylographie et la distribution des rapports des commissaires ;</p> <p>g) il exécute toute autre tâche prévue par la loi.</p>	<p>d'organisation et de planification. Il assiste la Commission de gestion dans ses investigations et pour la rédaction de son rapport annuel ;</p> <p>f) à la demande, il assiste les membres du Conseil et les commissions dans leurs recherches et leur fournit toute documentation utile ; au besoin, il assure la dactylographie et la distribution des rapports des commissaires ;</p> <p>g) il tient à jour le site Internet du Conseil ;</p> <p>h) il exécute toute autre tâche prévue par la loi.</p>
--	---

RCCL	Rédaction proposée par la commission
<p>Art. 29 — Le secrétariat tient les divers registres du Conseil, soit :</p> <p>a) un onglet ou registre avec répertoire renfermant les procès-verbaux des séances ;</p> <p>b) un état nominatif des membres du Conseil ;</p> <p>c) un classeur renfermant les préavis municipaux, rapports des commissions et communications diverses par ordre de date et répertoire ;</p> <p>d) un registre où il consigne la remise des pièces qui sortent des archives, ainsi que leur rentrée ;</p> <p>e) le registre prévu par les articles 51 bis et 51 ter.</p> <p>Le secrétaire est responsable des archives du Conseil. Lorsqu'il quitte ses fonctions, il fait en sorte que le Bureau puisse les remettre à son successeur. Cette opération est consignée dans un procès-verbal, qui est communiqué au Conseil.</p>	<p>Art. 29 — Le secrétariat tient les divers registres du Conseil, soit :</p> <p>a) un onglet ou registre avec répertoire renfermant les procès-verbaux des séances ;</p> <p>b) un état nominatif des membres du Conseil ;</p> <p>c) un classeur renfermant les préavis municipaux, rapports des commissions et communications diverses par ordre de date et répertoire ;</p> <p>d) un registre où il consigne la remise des pièces qui sortent des archives, ainsi que leur rentrée ;</p> <p>e) le registre prévu par les articles 51 bis et 51 ter.</p> <p>Le secrétaire est responsable des archives du Conseil. Lorsqu'il quitte sa fonction, il fait en sorte que le Bureau puisse les remettre à son successeur. Cette opération est consignée dans un procès-verbal, qui est communiqué au Conseil.</p>

RCCL	Rédaction proposée par la commission
<p>Art. 31 — Toute commission est composée de cinq membres au moins. Y est représenté chaque groupe politique composée d'au moins cinq conseillers.</p> <p>Sauf décision particulière du Conseil ou disposition précise du règlement, le Bureau procède à la désignation des commissions et de leurs présidents.</p> <p>Sont nécessairement renvoyées à l'examen d'une commission toutes les propositions de la Municipalité au Conseil ; ces propositions doivent être formulées par écrit. La Municipalité peut se faire représenter dans la commission, avec voix consultative, par un ou plusieurs de ses membres, le cas échéant accompagné(s) d'un ou plusieurs fonctionnaire(s).</p>	<p>Art. 31 — Toute commission est composée de cinq membres au moins. Y est représenté chaque groupe politique. Sous réserve des art. 33 et 34, l'effectif des commissions et la répartition des sièges entre les groupes sont fixés par le Conseil au début de la législature sur la base d'une proposition faite par le Bureau après consultation des groupes politiques.</p> <p>Sauf décision particulière du Conseil ou disposition précise du règlement, le Bureau procède à la désignation des commissions et de leurs présidents.</p> <p>Sont nécessairement renvoyées à l'examen d'une commission toutes les propositions de la Municipalité au Conseil ; ces propositions doivent être formulées par écrit. La Municipalité peut se faire représenter dans la commission, avec voix consultative, par un ou plusieurs de ses membres, le cas échéant accompagné(s) d'un ou plusieurs fonctionnaires.</p>

RCCL	Rédaction proposée par la commission
<p>Art. 32 — Les commissions permanentes et les autres commissions désignées par le Conseil sont élues au scrutin de liste, à la majorité absolue au premier tour, à la majorité relative au second.</p> <p>Les commissions permanentes sont nommées par le</p>	<p>Art. 32 — Les commissions permanentes et les autres commissions désignées par le Conseil sont élues au scrutin de liste, à la majorité absolue au premier tour, à la majorité relative au second.</p> <p>Les commissions permanentes sont nommées par le</p>

<p>Conseil pour la durée de quatre ans dans la première séance ordinaire de la législature.</p> <p>Lorsqu'un siège devient vacant, il reste acquis au groupe politique auquel est rattaché le membre à remplacer.</p> <p>Le Conseil repourvoit à la vacance dans le délai le plus court. En cas d'urgence, le Bureau désigne un suppléant.</p>	<p>Conseil pour la durée de la législature dans la première séance ordinaire de la législature.</p> <p>Lorsqu'un siège devient vacant, il reste acquis au groupe politique auquel est rattaché le membre à remplacer.</p> <p>Le Conseil repourvoit à la vacance dans le délai le plus court. En cas d'urgence, le Bureau désigne un suppléant.</p>
<p>RCCL</p> <p>Art. 36 — La Commission des pétitions examine les pétitions qui sont adressées au Conseil, à l'exception de celles visées à l'article 63, alinéas 1 et 3 (renvoi à une commission particulière). Le nombre de ses membres est fixé au début de chaque législature.</p>	<p>Rédaction proposée par la commission</p> <p>Art. 36 — La Commission des pétitions examine les pétitions qui sont adressées au Conseil, à l'exception de celles visées à l'article 63, alinéas 1 et 3 (renvoi à une commission particulière).</p>
<p>RCCL</p> <p>Art. 37 — La Commission permanente de recours en matière d'impôt communal et de taxes spéciales est chargée de se prononcer sur les recours en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales que la législation cantonale place dans sa compétence (art. 45 LIC). Le nombre de ses membres et de ses suppléants est fixé au début de chaque législature. Les fonctionnaires communaux ne peuvent pas faire partie de cette commission.</p>	<p>Rédaction proposée par la commission</p> <p>Art. 37 — La Commission permanente de recours en matière d'impôt communal et de taxes spéciales est chargée de se prononcer sur les recours en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales que la législation cantonale place dans sa compétence (art. 45 LIC). Les fonctionnaires communaux ne peuvent pas faire partie de cette commission.</p>
	<p>Rédaction proposée par la commission</p> <p>Titre marginal : Commission d'enquête</p> <p>Art. 37 bis (nouveau) — Le Conseil peut décider à une majorité qualifiée de 51 membres de la constitution de commissions d'enquête ; l'élection de leurs membres se fait à la majorité simple ; leur effectif est identique à celui des commissions ordinaires. Le Conseil peut également charger la commission de gestion d'une telle enquête. L'objet et le cadre précis de la mission des commissions d'enquête sont définis par le Conseil.</p> <p>Les conclusions du rapport des commissions d'enquête sont soumises au Conseil. La commission peut elle-même proposer le texte d'une motion, d'un postulat, voire d'une résolution, lequel est formellement déposé par le président de la commission.</p> <p>Dès la date du dépôt du rapport, la Municipalité dispose également de la faculté de se déterminer ou de déposer un rapport-préavis qui réponde aux conclusions du rapport de la Commission.</p>

En vertu de l'article 150 Cst-VD et des art. 41 ss LC, les compétences de la Municipalité sont définies par une clause générale et sont dès lors présumées à chaque fois que la loi n'attribue pas clairement une tâche au Conseil communal. Les attributions de ce dernier sont en revanche définies par les énumérations de l'art. 146 Cst-VD et 4 LC, excepté en matière réglementaire où le délibérant

détient une compétence de principe. En application de ces dispositions, les compétences du Conseil se limitent à contrôler la gestion et les comptes de la commune. Le contrôle de la gestion s'opère sur la base du rapport de gestion. La surveillance porte sur l'activité de l'exécutif et de ses services durant les douze mois écoulés. Il ne peut s'agir que d'un examen général et annuel de la gestion des affaires communales dont l'objectif est de s'assurer que l'administration respecte le droit, exécute les lois et les tâches qui en découlent. Les compétences du Conseil ne sont pas celles de « gestionnaire solidaire » ou de « cogestionnaire ».

Dans le contexte très particulier de l'*affaire des Docks*, la Municipalité a consenti à la demande du Conseil communal sans avoir procédé, au préalable, à une analyse juridique approfondie des compétences respectives de l'exécutif et du délibérant. Elle estime aujourd'hui nécessaire d'en revenir à une solution respectueuse de la séparation des pouvoirs.

Elle souhaite que votre Conseil rejette la proposition de sa commission. Elle précise d'ores et déjà qu'elle sollicitera l'avis de la Cour constitutionnelle si tel ne devait pas être le cas.

RCCL	Rédaction proposée par la commission
<p>Art. 40 — Le président d'une commission nommée par le Bureau en convoque les membres par l'intermédiaire de l'Administration communale. Sauf décision différente de la commission, il rapporte sur ses travaux.</p> <p>Les commissions nommées par le Conseil se constituent elles-mêmes, nomment leur président et leur rapporteur.</p> <p>La Municipalité est informée des séances des commissions.</p>	<p>Art. 40 — Le président d'une commission nommée par le Bureau fixe la date de la séance après consultation de ses membres et de la Municipalité. Il les convoque par l'intermédiaire de l'Administration communale. Sauf décision différente de la commission, il rapporte sur ses travaux.</p> <p>Les commissaires reçoivent toute documentation utile, en particulier le texte des motions et postulats concernés, ainsi que les références aux travaux du Conseil qui touchent à l'objet traité.</p> <p>Les commissions nommées par le Conseil se constituent elles-mêmes, nomment leur président et leur rapporteur.</p> <p>La Municipalité est informée des séances des commissions.</p>

La Municipalité estime nécessaire d'attirer l'attention de votre Conseil sur les problèmes de délai que ne manquera pas de poser l'obligation, pour le président d'une commission, de devoir préalablement en consulter les membres et la Municipalité avant de fixer la date d'une séance.

S'agissant de la documentation évoquée au deuxième alinéa de l'article, la Municipalité part du principe que sa remise relève de la compétence du Bureau et du Secrétariat du Conseil communal et non de la Municipalité et de l'administration communale (cf. en outre commentaire à propos de l'art. 10 RCCL).

4.3 Articles 41 à 60

RCCL	Rédaction proposée par la commission
<p>Art. 42 — Si une commission a des explications à demander, elle a le droit de s'adresser à la Municipalité ou à ses directions.</p> <p>Chaque membre du Conseil communal a le droit d'adresser ses observations par écrit à toute commission.</p> <p>En règle générale, les rapports des commissions sont écrits. Si exceptionnellement un rapport se fait</p>	<p>Art. 42 — Si une commission a des explications à demander, elle a le droit de s'adresser à la Municipalité ou à ses directions.</p> <p>Chaque membre du Conseil communal a le droit d'adresser ses observations par écrit à toute commission.</p> <p>L'observation du conseiller et la détermination de la commission à propos de cette observation</p>

<p>oralement, ses conclusions doivent être déposées par écrit. Tout membre d'une commission a le droit de présenter un rapport de minorité.</p>	<p>doivent faire intégralement partie du rapport de la commission.</p> <p>En règle générale, les rapports des commissions sont écrits. Si exceptionnellement un rapport se fait oralement, ses conclusions doivent être déposées par écrit. Tout membre d'une commission a le droit de présenter un rapport de minorité.</p>
---	---

RCCL	Rédaction proposée par la commission
<p>Art. 43 — En règle générale, les commissions rapportent à l'une des prochaines séances du Conseil sur les objets dont elles ont été saisies. L'assemblée ou le Bureau peut, le cas échéant, leur impartir un délai pour le dépôt de leur rapport.</p> <p>Lorsqu'une commission ne peut présenter son rapport au jour fixé, son président en prévient le président du Conseil communal.</p>	<p>Art. 43 — A l'issue de leurs travaux, les commissions rapportent, en règle générale, à l'une des prochaines séances du Conseil sur les objets dont elles ont été saisies. L'assemblée ou le Bureau peut, le cas échéant, leur impartir un délai pour le dépôt de leur rapport.</p> <p>Lorsqu'une commission ne peut présenter son rapport au jour fixé, son président en prévient le président du Conseil communal.</p>

RCCL	Rédaction proposée par la commission
<p>Art. 45 — Le Conseil s'assemble à l'Hôtel de Ville. Il est convoqué par écrit par son président, à défaut par un vice-président ou en cas d'empêchement de ceux-ci par un des membres du Bureau, aussi souvent que l'exige l'expédition des affaires qui sont de sa compétence. Le Conseil doit également être convoqué à la demande de la Municipalité ou de vingt conseillers. S'il y a urgence, la séance a lieu dans un délai de dix jours à partir de la demande.</p> <p>En règle générale, les séances ont lieu le mardi à 19h30.</p> <p>Cas d'urgence réservés, la convocation avec l'ordre du jour, ainsi que les préavis municipaux, doivent être expédiés au moins sept jours à l'avance. L'ordre du jour est établi par le Bureau, d'entente avec la Municipalité. Le préfet doit être avisé de la date de la séance et en connaître l'ordre du jour.</p>	<p>Art. 45 — Le Conseil s'assemble à l'Hôtel de Ville. Il est convoqué par écrit par son président, à défaut par un vice-président ou en cas d'empêchement de ceux-ci par un des membres du Bureau, aussi souvent que l'exige l'expédition des affaires qui sont de sa compétence. Le Conseil doit également être convoqué à la demande de la Municipalité ou de vingt conseillers. S'il y a urgence, la séance a lieu dans un délai de dix jours à partir de la demande.</p> <p>En règle générale, les séances ont lieu le mardi à 19h30.</p> <p>Cas d'urgence réservés, la convocation avec l'ordre du jour, ainsi que les préavis municipaux, doivent être expédiés au moins douze jours à l'avance. L'ordre du jour est établi par le Bureau, d'entente avec la Municipalité. Le préfet doit être avisé de la date de la séance et en connaître l'ordre du jour.</p>

La Municipalité attire l'attention de votre Conseil sur le fait que l'envoi de la convocation douze jours à l'avance ne manquera pas de soulever des difficultés lorsque la nécessité commande de rapprocher les séances.

RCCL	Rédaction proposée par la commission
<p>Art. 48 — Dès que le président constate que le quorum fixé à l'article précédent est atteint, il déclare la séance ouverte. Il implore la bénédiction de Dieu sur les travaux de l'assemblée ; toutefois, s'il invoque des motifs de conscience, il en est dispensé.</p> <p>Lorsque l'assemblée n'est pas en nombre, elle se sépare jusqu'à nouvelle convocation.</p>	<p>Art. 48 — Dès que le président constate que le quorum fixé à l'article précédent est atteint, il déclare la séance ouverte. Il peut implorer la bénédiction de Dieu sur les travaux de l'assemblée.</p> <p>Lorsque l'assemblée n'est pas en nombre, elle se sépare jusqu'à nouvelle convocation.</p>

RCCL	Rédaction proposée par la commission
<p>Art. 49 — Avant l'ouverture d'une séance, un procès-</p>	<p>Art. 49 — Un procès-verbal est établi puis mis à</p>

verbal de décisions de la séance précédente est déposé sur le bureau du Conseil.

Après son adoption, le procès-verbal est immédiatement signé par le président et le secrétaire. Il doit être enregistré le plus tôt possible et conservé dans les archives.

disposition des membres du Conseil.

Le procès-verbal est signé par le président et le secrétaire. Il doit être enregistré le plus tôt possible et conservé dans les archives.

RCCL

Art. 50 — Après ces opérations préliminaires, le Conseil prend connaissance :

- des lettres et pétitions qui sont parvenues au président depuis la précédente séance ;
- des communications de la Municipalité ;
- du dépôt des questions, des interpellations, des motions et des projets de règlement ou de décision.

Il s'occupe ensuite et dans l'ordre suivant :

- des nominations qui lui sont attribuées ;
- des autres objets de l'ordre du jour ;
- des motions et propositions présentées par les membres du Conseil communal ;
- des interpellations adressées à la Municipalité.

Toutefois, l'ordre des opérations peut être modifié par décision du Conseil, notamment à la demande de la Municipalité.

Les demandes visant à faire traiter certains objets en priorité sont adressées avant la séance au président. Elles sont motivées et, en principe, présentées par écrit.

Rédaction proposée par la commission

Art. 50 — Après ces opérations préliminaires, le Conseil prend connaissance :

- des lettres et pétitions qui sont parvenues au président depuis la précédente séance ;
- des communications de la Municipalité ;
- du dépôt des questions, des interpellations, des motions et des projets de règlement ou de décision.

Il s'occupe ensuite et dans l'ordre suivant :

- des nominations qui lui sont attribuées ;
- des autres objets de l'ordre du jour et des interpellations urgentes ; ces points sont traités par catégorie [questions orales (art. 61), rapports, initiatives, interpellations, interpellations urgentes].**

Toutefois, l'ordre des opérations peut être modifié par décision du Conseil, notamment à la demande de la Municipalité.

Les demandes visant à faire traiter certains objets en priorité sont adressées avant la séance au président. Elles sont motivées et, en principe, présentées par écrit.

RCCL (modifié selon rapport-préavis 2007/04)

Art. 54 — Chaque membre du Conseil peut exercer son droit d'initiative :

- en déposant un postulat, c'est-à-dire en invitant la Municipalité à étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport ;
- en déposant une motion, c'est-à-dire en faisant obligation à la Municipalité de présenter, dans un domaine de la compétence du Conseil communal, une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision du Conseil ;
- en proposant lui-même un projet de règlement ou un projet de décision du Conseil (art. 31 LC).

Les commissions permanentes peuvent également exercer ce droit, en déposant une proposition adoptée par la majorité des deux tiers de leurs membres. Les articles 55 à 59 s'appliquent par analogie, étant précisé que, lorsqu'ils mentionnent l' « auteur », il faut entendre la personne désignée par la commission qui a déposé la proposition.

Rédaction proposée par la commission

Art. 54 — Chaque membre du Conseil peut, à titre individuel, exercer son droit d'initiative :

- en déposant un postulat, c'est-à-dire en invitant la Municipalité à étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport ;
- en déposant une motion, c'est-à-dire en faisant obligation à la Municipalité de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision du Conseil ;**
- en proposant lui-même un projet de règlement ou un projet de décision du Conseil (art. 31 LC).

Une commission permanente peut également exercer ce droit, en déposant une proposition adoptée par la majorité des deux tiers de ses membres. Les articles 55 à 59 s'appliquent par analogie, étant précisé que, lorsqu'ils mentionnent l' « auteur », il faut entendre la personne désignée par la commission qui a déposé la proposition.

La commission s'est opposée à l'énoncé précisant qu'une motion ne pouvait être déposée que si elle s'inscrivait dans un domaine de la compétence du Conseil. Après avoir vainement tenté d'expliquer

que cette précision traduisait bel et bien la volonté du législateur cantonal, le syndic a accepté – sous réserve de l'avis de la Municipalité – de supprimer le membre de phrase litigieux mais a précisé :

- a) qu'il prenait acte que la précision était jugée vexatoire par la commission ;
- b) que, si elle devait être acceptée par le Conseil communal, cette suppression ne devrait pas être interprétée comme une reconnaissance, de la part de la Municipalité, de pouvoirs plus étendus conférés à l'organe délibérant,
- c) que la Municipalité analyserait soigneusement la portée des motions et qu'elle appliquerait rigoureusement les dispositions légales précisant les compétences de l'organe délibérant.

La Municipalité maintient que la formulation proposée dans son rapport-préavis 2007/4 est juridiquement adéquate. Elle vous propose de la préférer à celle de la commission.

RCCL (modifié selon rapport-préavis 2007/04)	Rédaction proposée par la commission
<p>Art. 55 — Lorsqu'un membre veut user de son droit d'initiative, il dépose par écrit sa proposition (postulat, motion, projet de règlement ou projet de décision) accompagnée de son développement.</p> <p>Cette proposition est mise à l'ordre du jour de la prochaine séance, à moins que l'assemblée n'en décide autrement pour cause d'urgence. Le développement est envoyé à chaque membre avant cette séance.</p>	<p>Art. 55 — Lorsqu'un membre veut user de son droit d'initiative, il dépose par écrit sa proposition (postulat, motion, projet de règlement ou projet de décision) accompagnée de son développement séparé.</p> <p>Dans un délai de trois mois, la Municipalité exprime dans un rapport sa position sur la proposition. A réception du rapport, cette proposition est mise à l'ordre du jour de la prochaine séance. Le développement et le rapport sont envoyés à chaque membre avant cette séance.</p>

La Municipalité concède que le renvoi des initiatives pour examen préalable pourrait permettre de rassembler des informations utiles pour le débat de prise en considération. Ces renseignements devraient être cependant limités à des informations relatives à l'opportunité de l'initiative et au délai prévisible de réponse. Ils ne sauraient en aucun cas constituer une première réponse.

La proposition formulée par la commission entraînerait un important travail supplémentaire qui nécessiterait sans aucun doute des forces supplémentaires à l'échelon de l'administration communale. Elle ralentirait en outre sensiblement les travaux du Conseil communal.

La Municipalité estime que les bénéfices attendus de l'examen préalable des initiatives par l'exécutif ne compenseront pas ses désavantages. Elle n'est pas favorable à la proposition formulée par la commission. Elle recommande au Conseil de la rejeter.

RCCL (modifié selon rapport-préavis 2007/04)	Rédaction proposée par la commission
<p>Art. 58 — La Municipalité dépose chaque année à fin septembre un rapport sur l'état des initiatives en suspens. Elle peut proposer de nouveaux délais de réponse ou le classement des postulats devenus sans objet. Ce rapport est soumis à la Commission permanente de gestion qui conclut en proposant au Conseil de l'accepter ou de le modifier.</p>	<p>Art. 58 — La Municipalité dépose chaque année à fin septembre un rapport sur l'état des initiatives en suspens. Elle peut proposer de nouveaux délais de réponse ou le classement des postulats devenus sans objet. La prolongation sollicitée par la Municipalité ne peut excéder une année.</p> <p>Toutefois, après avoir sollicité l'avis de la Commission permanente de gestion par une requête motivée, elle peut solliciter du Conseil la suspension du traitement de l'initiative pour une durée déterminée supérieure à une année. Ces objets seront mentionnés pour mémoire dans le rapport prévu au premier alinéa.</p>

RCCL	Rédaction proposée par la commission
------	--------------------------------------

Art. 59 — Lorsqu'il a été pris en considération, le projet de règlement ou de décision émanant d'un conseiller communal est transmis à la Municipalité pour qu'elle fasse part de ses déterminations dans les six mois. Il est ensuite soumis à l'examen d'une commission, qui conclut en proposant au Conseil d'adopter, de modifier ou de rejeter ce projet.

Art. 59 — Lorsqu'il a été pris en considération, le projet de règlement ou de décision émanant d'un conseiller communal est transmis à la Municipalité pour qu'elle fasse part de ses déterminations. Il est ensuite soumis à l'examen d'une commission, qui conclut en proposant au Conseil d'adopter, de modifier ou de rejeter ce projet.

Les déterminations de la Municipalité doivent être transmises dans les six mois. Si la Municipalité ne fait pas usage de ce droit ou ne respecte pas le délai précité, la Commission est d'office saisie par le Bureau.

RCCL

Art. 60 — Chaque membre du Conseil peut, par voie d'interpellation, demander à la Municipalité des explications sur un fait de son administration. Il dispose de :

- l'interpellation ordinaire : son développement est déposé au Bureau du Conseil qui le transmet à la Municipalité. Le développement et la réponse sont adressés à tous les membres du Conseil dans un délai de trente jours à partir du dépôt de l'interpellation. Une discussion est ouverte sur cet objet à la séance qui suit la réception de la réponse.
- l'interpellation urgente : son caractère est justifié par l'actualité du problème. Elle doit être signée par cinq membres au moins et déposée avec son développement au moins un quart d'heure avant le début de la séance. Le Bureau accorde ou non l'urgence ; en cas de refus de l'urgence, l'interpellateur peut recourir au Conseil, qui tranche après une brève discussion. Si l'urgence est accordée, l'interpellation est développée lors de la même séance. Dans la mesure du possible, la Municipalité répond immédiatement. Elle peut toutefois disposer d'un délai de deux semaines à partir du dépôt de l'interpellation et répondre à la première séance qui suit l'échéance de ce délai. Dans ce dernier cas, elle communique le texte de sa réponse à l'interpellateur au plus tard trois jours avant cette séance. La discussion est ouverte après la réponse municipale.

La discussion peut se terminer par l'adoption d'une ou plusieurs résolutions, lesquelles ne doivent pas contenir d'injonction à l'égard de la Municipalité.

Rédaction proposée par la commission

Art. 60 — Chaque membre du Conseil peut, par voie d'interpellation, demander à la Municipalité des explications sur un fait de son administration. Il dispose de :

- l'interpellation ordinaire : son développement est déposé au Bureau du Conseil qui le transmet à la Municipalité. Le développement et la réponse sont adressés à tous les membres du Conseil dans un délai de trente jours à partir du dépôt de l'interpellation. Une discussion est ouverte sur cet objet à la séance qui suit la réception de la réponse.
- l'interpellation urgente : son caractère est justifié par l'actualité du problème. Elle doit être signée par cinq membres au moins et déposée avec son développement au moins un quart d'heure avant le début de la séance. Le Bureau accorde ou non l'urgence ; en cas de refus de l'urgence, l'interpellateur peut recourir au Conseil, qui tranche après une brève discussion. Si l'urgence est accordée, l'interpellation est développée lors de la même séance. Dans la mesure du possible, la Municipalité répond immédiatement. Elle peut toutefois disposer d'un délai de deux semaines à partir du dépôt de l'interpellation et répondre à la première séance qui suit l'échéance de ce délai. Dans ce dernier cas, elle communique le texte de sa réponse à l'interpellateur au plus tard trois jours avant cette séance. La discussion est ouverte après la réponse municipale.

La discussion peut se terminer par l'adoption d'une ou plusieurs résolutions, lesquelles ne doivent pas contenir d'injonction à l'égard de la Municipalité.

Une commission permanente peut également exercer ce droit, en déposant une interpellation urgente ou ordinaire adoptée par la majorité des deux tiers de ses membres. Les art. 55 à 59 s'appliquent par analogie, étant précisé que, lorsqu'ils mentionnent l' « auteur », il faut entendre la personne désignée par la commission qui a déposé l'interpellation.

La Municipalité informe par écrit le Conseil, dans un délai de six mois, du sort qu'elle a donné ou escompte donner aux résolutions acceptées par le Conseil.

4.4 *Articles 61 à 80*

RCCL	Rédaction proposée par la commission
<p>Art. 61 — Chaque membre du Conseil peut poser à la Municipalité, en cours et hors de séance, de simples questions écrites et signées, sur un objet de l'administration communale. Elles sont transmises à la Municipalité par le président du Conseil communal. La Municipalité répond par écrit, par la même voie. Les questions et les réponses sont communiquées par écrit aux membres du Conseil communal et ne donnent pas lieu à discussion.</p>	<p>Art. 61 — Chaque membre du Conseil peut poser à la Municipalité, en cours et hors de séance, de simples questions écrites et signées, sur un objet de l'administration communale. Elles sont transmises à la Municipalité par le président du Conseil communal. La Municipalité répond par écrit, par la même voie. Les questions et les réponses sont communiquées par écrit aux membres du Conseil communal et ne donnent pas lieu à discussion.</p> <p>Dans la règle, l'ordre du jour prévoit, au début de chaque séance, une période pendant laquelle les membres du Conseil peuvent poser des questions orales à la Municipalité ; dans la mesure du possible, cette dernière répond sur le champ.</p>
<p>Art. 65 — La commission chargée d'examiner la pétition entend le représentant de la Municipalité. Après étude et délibération, le cas échéant après audition des signataires ou de leurs mandants, elle propose à la décision du Conseil :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le renvoi motivé de la pétition à la Municipalité pour étude et rapport-préavis ; b) le renvoi motivé de la pétition à la Municipalité pour étude et communication ; c) le renvoi de la pétition à l'autorité compétente d) le classement pur et simple de la requête qui relève de la compétence du Conseil lorsqu'elle est rédigée en termes inconvenants ou injurieux ou lorsqu'il s'avère à l'examen qu'elle est sans objet ou injustifiée. 	<p>Art. 65 — La commission chargée d'examiner la pétition entend les pétitionnaires ou leurs mandants ainsi que le représentant de la Municipalité. Après étude et délibération, elle propose à la décision du Conseil :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le renvoi motivé de la pétition à la Municipalité pour étude et rapport-préavis ; b) le renvoi motivé de la pétition à la Municipalité pour étude et communication ; c) le renvoi de la pétition à l'autorité compétente d) le classement pur et simple de la requête qui relève de la compétence du Conseil lorsqu'elle est rédigée en termes inconvenants ou injurieux ou lorsqu'il s'avère à l'examen qu'elle est sans objet ou injustifiée.
<p>Art. 66 — La Municipalité informe le Conseil, en règle générale dans un délai de trois mois, de la suite qu'elle entend donner à une pétition qui lui a été transmise pour étude et rapport. Elle communique au Conseil deux fois par an (dont une dans son rapport de gestion), en même temps que la liste des motions en suspens, celle des pétitions en suspens.</p>	<p>Art. 66 — La Municipalité informe le Conseil et les pétitionnaires, en règle générale dans un délai de six mois, de la suite qu'elle entend donner à une pétition qui lui a été transmise pour étude et rapport. La liste des pétitions doit figurer dans le rapport de gestion. La Municipalité dépose chaque année pour fin septembre un rapport sur les pétitions en souffrance. Elle peut proposer de nouveaux délais de réponse. Ce rapport est soumis à la Commission permanente de gestion qui conclut en proposant au conseil de l'accepter ou de le modifier.</p>

La proposition de la commission accorde à l'organe délibérant la prérogative de fixer le délai de réponse aux pétitions dont il ne dispose pas actuellement.

De manière générale, la Municipalité s'efforce de répondre aussi rapidement que possible aux pétitions transmises par votre Conseil. Elle constate cependant que c'est la plupart du temps la durée de la procédure d'examen des pétitions par le Conseil communal lui-même qui explique certains délais de réponse anormalement longs. Elle ne peut dès lors pas accepter que l'organe délibérant la

soumettre à une contrainte à laquelle il ne se soumet pas lui-même. Elle propose dès lors à votre Conseil :

1. d'adopter le premier alinéa de la rédaction proposée par la commission ;
2. de conserver le second alinéa de l'actuel art. 66.

RCCL	Rédaction proposée par la commission
<p>Art. 69 — Sous réserve des articles 56 et 60, toute discussion doit être précédée de la lecture du rapport d'une commission.</p> <p>Le rapporteur est dispensé de la lecture du rapport si celui-ci a été remis aux membres du Conseil au moins cinq jours à l'avance.</p>	<p>Art. 69 — Toute discussion doit être fondée sur le rapport d'une commission. Les rapports sont remis aux membres du Conseil au plus tard avec l'ordre du jour. Dans les cas exceptionnels où cette exigence n'est pas respectée, la lecture du rapport précède sa discussion.</p>
<p>Art. 72 — La discussion étant ouverte, chaque membre peut demander la parole au président, qui l'accorde suivant l'ordre dans lequel chacun l'a demandée.</p> <p>Sauf les membres de la commission et ceux de la Municipalité, nul ne peut obtenir une seconde fois la parole tant qu'un membre de l'assemblée qui n'a pas encore parlé la demande ; toutefois, la parole ne peut être refusée, s'il s'agit d'un fait personnel.</p>	<p>Art. 72 — La discussion étant ouverte, chaque membre peut demander la parole au président, qui l'accorde suivant l'ordre dans lequel chacun l'a demandée.</p> <p>Sauf les membres de la commission et ceux de la Municipalité, nul ne peut obtenir une nouvelle fois la parole tant qu'un membre de l'assemblée qui n'a pas encore parlé la demande ; toutefois, la parole ne peut être refusée s'il s'agit d'un fait personnel.</p>
<p>Art. 79 — Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour (art. 24 LC, dernier alinéa).</p>	<p>Art. 79 — Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour (art. 24 LC, dernier alinéa), hormis des résolutions portant sur une interpellation urgente.</p>
<p>Art. 80 — La discussion étant close, le président propose l'ordre dans lequel il entend faire voter. En cas de contestation, l'assemblée se prononce.</p> <p>Dans les questions complexes, la division a lieu de droit si elle est demandée.</p> <p>Les sous-amendements sont mis aux voix avant les amendements, et ceux-ci avant la proposition principale.</p> <p>Le président a soin d'avertir que les votes sur les amendements laissent toujours entière liberté de voter sur le fond.</p> <p>La motion d'ordre, la proposition de passer à la suite de l'ordre du jour et celle de l'ajournement ont toujours la priorité.</p>	<p>Art. 80 — La discussion étant close, le président propose l'ordre dans lequel il entend faire voter. En cas de contestation, l'assemblée se prononce.</p> <p>Dans les questions complexes, la division a lieu de droit si elle est demandée.</p> <p>Les sous-amendements sont mis aux voix avant les amendements, et ceux-ci avant la proposition principale arrêtée par la commission qui a traité l'objet.</p> <p>Le président a soin d'avertir que les votes sur les amendements laissent toujours entière liberté de voter sur le fond.</p> <p>La motion d'ordre, la proposition de passer à l'ordre du jour et celle de l'ajournement ont toujours la priorité.</p>

La Municipalité constate que la rédaction proposée par la Commission interdit purement et simplement de voter sur la proposition de la Municipalité si les conclusions d'un préavis (ou d'un rapport-préavis) sont modifiées par la commission ayant traité l'objet. Elle ne peut admettre cette

proposition et propose dès lors à votre Conseil d'y renoncer et d'en rester à la rédaction actuelle de l'art. 80 RCCL.

4.5 Articles 81 à 123

RCCL	Rédaction proposée par la commission
<p>Art. 103 — Le rapport sur la gestion et les comptes, les observations, les réponses de la Municipalité aux observations de la Commission de gestion et de la Commission des finances, et aux observations individuelles, sont communiqués en copie aux membres du Conseil ou tenus à leur disposition, dix jours au moins avant la délibération (art. 93 c LC ; art. 36 RCC).</p>	<p>Art. 103 — Le rapport sur la gestion et les comptes, les observations, les réponses de la Municipalité aux observations de la Commission de gestion et de la Commission des finances et aux observations individuelles sont communiqués en copie aux membres du Conseil ou tenus à leur disposition douze jours au moins avant la délibération (art. 93 lit. d) LC ; art. 36 RCC).</p>
RCCL	Rédaction proposée par la commission
<p>Art. 110 — Les règlements définitivement arrêtés par le Conseil figurent dans le registre prévu à l'article 28, lettre a). Les expéditions nécessaires des décisions du Conseil, revêtues de la signature du président et du secrétaire et munies du sceau du Conseil, sont faites à la Municipalité dans le plus bref délai.</p>	<p>Art. 110 — Les règlements définitivement arrêtés par le Conseil figurent dans le registre prévu à l'article 29, lettre a). Les expéditions nécessaires des décisions du Conseil, revêtues de la signature du président et du secrétaire et munies du sceau du Conseil, sont faites à la Municipalité dans le plus bref délai.</p>

5. Projet de règlement de Mme Françoise Longchamp et consorts (art. 60 RCCL) Proposition de modification du RCCL au sujet des interpellations urgentes

5.1 Traitement

Dans le cadre de ses travaux, la commission a décidé de proposer une modification de l'art. 60 qui n'était pas mentionnée dans le rapport-préavis 2007/04 (cf. section 4.3 supra). Le projet de règlement Longchamp et consorts propose une seconde correction de cette disposition.

N'ayant aucune remarque à formuler à propos de la première modification, la Municipalité est partie du principe qu'il convenait de mettre en perspective l'art. 60 dans sa nouvelle formulation et l'art. 60 tel que proposé par l'auteure du projet de règlement. La correction apportée sur proposition de la commission figure en caractères italiques dans les deux colonnes de la section 5.2 ci-dessous.

5.2 Exposé

L'auteure du projet constate qu'il peut être malaisé, dans le cas d'une interpellation urgente, de rassembler dans le quart d'heure précédant la séance les cinq signatures exigées par l'art. 60 RCCL. En effet, de nombreux conseillers gagnent la salle du Conseil communal alors que ce délai est déjà échu, compromettant ainsi la possibilité de déposer des interpellations urgentes « collant » à l'actualité. Elle propose par conséquent de modifier la teneur actuelle de cet article de la manière suivante (en lettres grasses dans la colonne de droite) :

Rédaction proposée par la commission	Rédaction proposée par Mme Longchamp
Art. 60 — Chaque membre du Conseil peut, par voie	Art. 60 — Chaque membre du Conseil peut, par voie

d'interpellation, demander à la Municipalité des explications sur un fait de son administration. Il dispose de :

- l'interpellation ordinaire : son développement est déposé au Bureau du Conseil qui le transmet à la Municipalité. Le développement et la réponse sont adressés à tous les membres du Conseil dans un délai de trente jours à partir du dépôt de l'interpellation. Une discussion est ouverte sur cet objet à la séance qui suit la réception de la réponse.
- l'interpellation urgente : son caractère est justifié par l'actualité du problème. Elle doit être signée par cinq membres au moins et déposée avec son développement au moins un quart d'heure avant le début de la séance. Le Bureau accorde ou non l'urgence ; en cas de refus de l'urgence, l'interpellateur peut recourir au Conseil, qui tranche après une brève discussion. Si l'urgence est accordée, l'interpellation est développée lors de la même séance. Dans la mesure du possible, la Municipalité répond immédiatement. Elle peut toutefois disposer d'un délai de deux semaines à partir du dépôt de l'interpellation et répondre à la première séance qui suit l'échéance de ce délai. Dans ce dernier cas, elle communique le texte de sa réponse à l'interpellateur au plus tard trois jours avant cette séance. La discussion est ouverte après la réponse municipale.

La discussion peut se terminer par l'adoption d'une ou plusieurs résolutions, lesquelles ne doivent pas contenir d'injonction à l'égard de la Municipalité.

Une commission permanente peut également exercer ce droit, en déposant une interpellation urgente ou ordinaire adoptée par la majorité des deux tiers de ses membres. Les art. 55 à 59 s'appliquent par analogie, étant précisé que, lorsqu'ils mentionnent l'« auteur », il faut entendre la personne désignée par la commission qui a déposé l'interpellation.

La Municipalité informe par écrit le Conseil, dans un délai de six mois, du sort qu'elle a donné ou escompte donner aux résolutions acceptées par le Conseil.

d'interpellation, demander à la Municipalité des explications sur un fait de son administration. Il dispose de :

- l'interpellation ordinaire : son développement est déposé au Bureau du Conseil qui le transmet à la Municipalité. Le développement et la réponse sont adressés à tous les membres du Conseil dans un délai de trente jours à partir du dépôt de l'interpellation. Une discussion est ouverte sur cet objet à la séance qui suit la réception de la réponse.
- l'interpellation urgente : son caractère est justifié par l'actualité du problème. Elle doit être signée par cinq personnes au moins. **Elle doit être déposée avec son développement au moins un quart d'heure avant la séance. Les cinq signatures requises à l'appui de la demande d'urgence peuvent être apposées au début de la séance.** Le Bureau accorde ou non l'urgence ; en cas de refus de l'urgence, l'interpellateur peut recourir au Conseil, qui tranche après une brève discussion. Si l'urgence est accordée, l'interpellation est développée lors de la même séance. Dans la mesure du possible, la Municipalité répond immédiatement. Elle peut toutefois disposer d'un délai de deux semaines à partir du dépôt de l'interpellation et répondre à la première séance qui suit l'échéance de ce délai. Dans ce dernier cas, elle communique le texte de sa réponse à l'interpellateur au plus tard trois jours avant cette séance. La discussion est ouverte après la réponse municipale.

La discussion peut se terminer par l'adoption d'une ou plusieurs résolutions, lesquelles ne doivent pas contenir d'injonction à l'égard de la Municipalité.

Une commission permanente peut également exercer ce droit, en déposant une interpellation urgente ou ordinaire adoptée par la majorité des deux tiers de ses membres. Les art. 55 à 59 s'appliquent par analogie, étant précisé que, lorsqu'ils mentionnent l'« auteur », il faut entendre la personne désignée par la commission qui a déposé l'interpellation.

La Municipalité informe par écrit le Conseil, dans un délai de six mois, du sort qu'elle a donné ou escompte donner aux résolutions acceptées par le Conseil.

Le Conseil communal a débattu de ce projet de règlement lors de sa séance du 27 mars 2007 et décidé de le renvoyer à la Municipalité, pour étude et rapport².

5.3 Avis préalable de la Municipalité

La Municipalité constate, à titre préliminaire, que la modification proposée par Mme Longchamp n'entre pas en contradiction avec les modifications que la commission a d'ores et déjà proposé d'apporter à la formulation de cette disposition.

Pour ce qui concerne le projet de règlement proprement dit, la Municipalité estime que la proposition ne la concerne pas directement et qu'il appartient au Conseil communal de décider s'il souhaite ou

² Bulletin du Conseil communal, pas encore publié

non faciliter la récolte des signatures appuyant une demande d'urgence pour la présentation d'une interpellation.

6. Conclusions

Eu égard à ce qui précède, la Municipalité vous prie, Madame la présidente, Mesdames et Messieurs, de bien vouloir prendre les résolutions suivantes :

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le préavis N° 2007/04 bis de la Municipalité, du 13 septembre 2007;

ouï le rapport de la commission nommée pour examiner cette affaire;

considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

- 1 d'approuver la modification des articles 2, 9, 26, 28, 29, 31, 32, 36, 37, 40, 42, 43, 45, 48, 49, 50, 58, 59, 60, 61, 65, 69, 72, 79, 103 et 110 du Règlement du Conseil communal de Lausanne du 12 novembre 1985 (RCCL) telles qu'elles figurent dans le corps du rapport-préavis 2007/04 bis ;
- 2 d'accepter l'introduction de l'article 10 bis ;
- 3 de refuser d'introduire l'article 10 ter proposé par la Commission ou de le compléter par une indication de l'effectif minimum des groupes ;
- 4 de refuser l'introduction de l'article 37 bis RCCL ;
- 5 de refuser la proposition de la commission et de conserver la formulation actuelle des articles 66 et 80 RCCL ;
- 6 de refuser les propositions de la commission et d'accepter la version des art. 54 et 55 RCCL figurant dans le rapport-préavis 2007/04, du 1^{er} février 2007 ;
- 7 de prendre acte des déterminations de la Municipalité sur le projet de règlement de Mme Françoise Longchamp et consorts relatif aux interpellations urgentes ;
- 8 de se prononcer sur le projet de règlement mentionné à la conclusion 7 ci-dessus ;
- 9 de fixer la date d'entrée en vigueur des dispositions modifiées ;
- 10 de charger la Municipalité de procéder à une nouvelle édition du Règlement du Conseil communal en numérotant ses articles de manière à éliminer les dispositions assorties de mentions telles que « bis », « ter », etc.

Au nom de la Municipalité :

Le syndic :
Daniel Brélaz

Le secrétaire :
Philippe Meystre

O:\Secretariat_muni\A-service\affaires conseil communal\reglement\vp 2007-04 bis_projet 250807.doc